

Stéphane Rossini

Consultant R&EEC - Haute-Nendaz, Prof. Cc. UniGE & UniNE

**Contexte et avenir de la politique sociale suisse :
entre continuité et transformations fondamentales**

Colloque Trait d'union – Fribourg, le 2 décembre 2016

R & EEC
ROSSINI | **ETUDES EVALUATIONS CONSEILS**

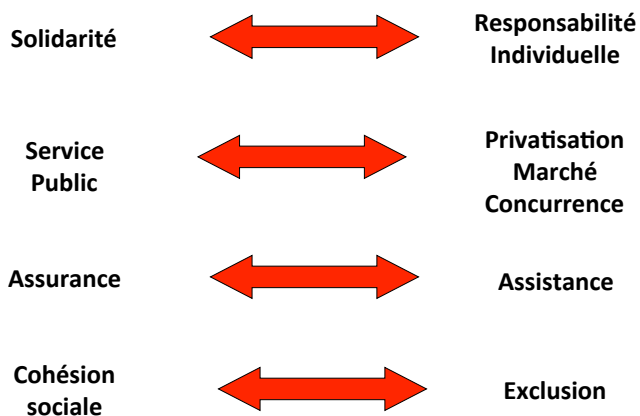
La Suisse au cœur de mutations sociétales globales

1. Tendances globales et défis sociaux
2. Solidarités : des principes dangereusement ignorés
3. Questionnements et craintes
4. Monétarisation et quantification réductrices
5. Des besoins indiscutables
6. Des besoins qui évoluent
7. L'avenir par l'innovation

Un contexte politique suisse riche

- 2014-2015 : l'aide sociale attaquée violemment
- Votations 2014 : Caisse publique LAMal / salaire minimum
- Votations 2015 : Impôt s/succession AVS /
- Votations 2016 : Revenu de base inconditionnel / AVS+ /
- Prévoyance vieillesse 2020 : Parlement et référendum
- Réduction des primes LAMal : les économies sévissent
- Réforme de la fiscalité des entreprises RIE3 : référendum
- Des programmes d'austérité fédéral et cantonaux avec des grèves, des manifestations
- Les institutions sanitaires et sociales sous pression
- AI : les révisions se succèdent encore (2017)

TENSIONS IDEOLOGIQUES ET POLITIQUES



1. Les tendances « globales » inéluctables

- **Le fédéralisme et la subsidiarité renforcés** : un problème de (bonne gouvernance), une chance d'action et d'innovation, le défi des relations public-privé
- **L'austérité budgétaire** : de la réduction de la dette à la règle du « moins d'Etat » (des investissements en panne!)
- **Le vieillissement démographique** : des discours (catastrophistes) à la nécessité d'agir (assurances sociales, relations intergénérationnelles)
- **La croissance économique s'essouffle** : d'une tendance générale à la reconsidération d'une protection sociale fondée sur la croissance
- **La tertiarisation de l'économie** : des nouveaux modes de production aux nouveaux modes de protection et d'action sociales
- **Les évolutions technologiques** : des incertitudes et des chances inéluctables

Finances publiques : l'austérité se poursuit

→ Poursuite des programmes de restriction budgétaire

- Confédération : programme d'économies 2018-2020
- Tensions dans tous les cantons

→ Poursuite des pratiques de concurrence / réductions fiscales / Réforme de l'imposition des entreprises RIE 3

- -1,5 milliard de recettes fédérales / VD -285 Mio / FR -45 Mio 2019; - 80 Mio 2029 (et -33 Mio communes) / GE -445 Mio / ZH - 285 à -325 Mio ...

→ Pression sur les conditions de travail : ex. CCT, flexibilisation

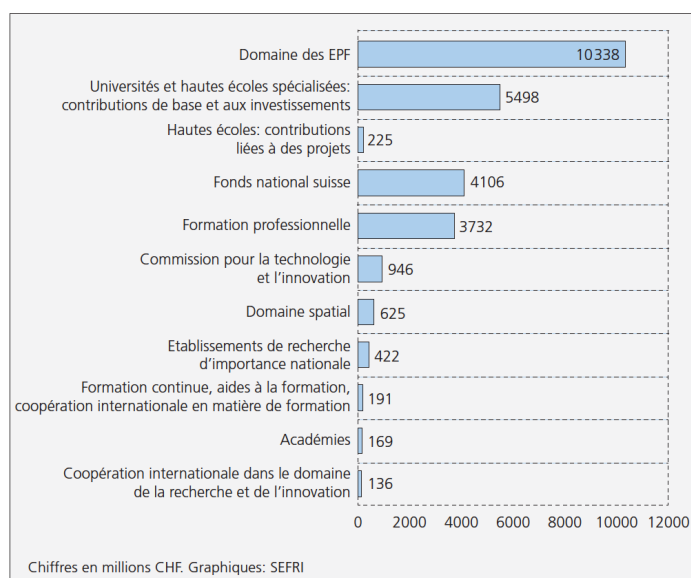
→ Pression sur les prestations sociales : ex. réduction des primes LAMal

Donc :

- Pressions continues sur les politiques publiques
- Tendances à la baisse des ressources des institutions sanitaires - sociales

Des bonnes nouvelles aussi ... + 395 millions pour la formation & recherche

Arrêtés de crédits dans le contexte du message FRI 2017–2020



2. Solidarité : de principe à état d'esprit

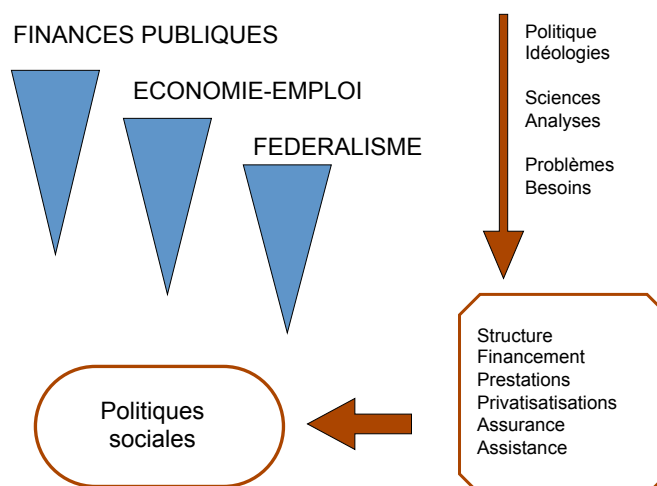
Les fondements de la sécurité sociale, dangereusement sous-estimés, marginalisés, ignorés ...

- Solidarité : un principe, une exigence incontournable
- Assurance – Assistance : une confusion dangereuse
- Offre de prestations : type et niveau
- Accès, égalité de traitement : le risque d'exclusion
- Responsabilité sociale des entreprises : qu'en reste-t-il ?

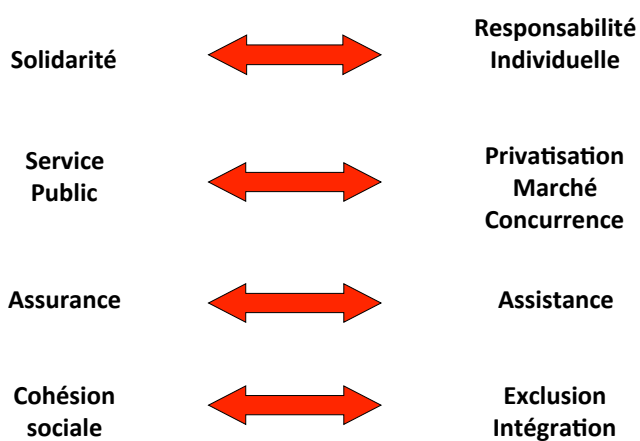
3. Questionnements et craintes

- L'individualisme : quelle représentation des solidarités ?
- Les inégalités : de système et de situation. Un problème ?
- Le travail : du revenu à l'intégration ou au mode de vie
- La formation (continue), un investissement à renforcer
- Le chômage et la pauvreté découlent de la rigueur budgétaire
- La concurrence internationale, le dumping social et les tensions sociales (nationalisme, populisme)
- L'égalité Femmes-Hommes : formation, travail, ménage
- La difficile adéquation Flexibilité – Protection sociale
- Etc.

Les politiques sociales à la marge ?



Un débat marqué par de fortes tensions idéologiques



4. Monétarisation et quantification réductrices

Les exigences de bonne gouvernance

- Les instruments de transparence, de mesure et d'évaluation
- Exigence politique : l'allocation optimale des ressources
- Exigence sociétale : la contrepartie de la solidarité

Des instruments – des effets

- Economicité : nouveau paradigme, la monétarisation de l'action
- Efficacité – efficacité : (haute)surveillance, controlling, évaluation
- Statistique : l'indispensable outil... Entre savoir, sanction, progrès
- Régulation - planification : cadrer et contrôler l'action

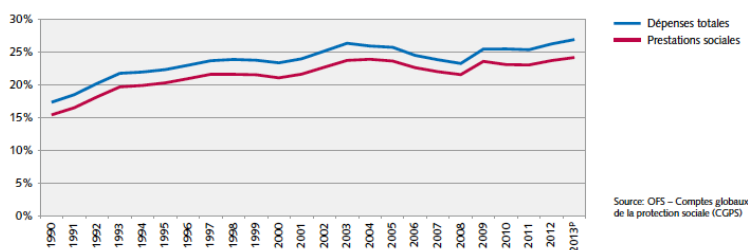
Des risques

- Marginaliser la relation d'aide propre à l'action sociale
- Une concurrence inadéquate entre acteurs
- Voir dans le champ du voisin : jalousies, délation, critiques (Rosanvallon)

5. Des besoins inéluctables

- Des réponses à des besoins réels, malgré les ressources limitées
 - Des bénéficiaires à moment donné, dans un contexte déterminé : types de prestations, moments de vie.
 - Il n'y a pas de « catalogue » ouverts et en libre-service !
 - Dépasser les discours sur les « abus/profiteurs » (dont étrangers)
 - Renforcer les liens entre la prise en charge des types de risques pour éviter les cloisonnements et générer de nouveaux problèmes
 - L'interdisciplinarité et la coordination des pratiques
- La légitimité de l'action sociale : un enjeu politique et professionnel

Dépenses totales et prestations sociales par rapport au PIB, 1990 à 2013^p G 3.2

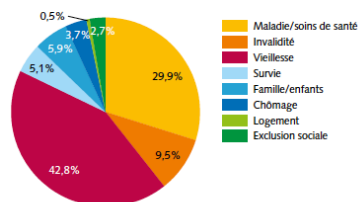


Source: OFS – Comptes globaux de la protection sociale (CGPS)

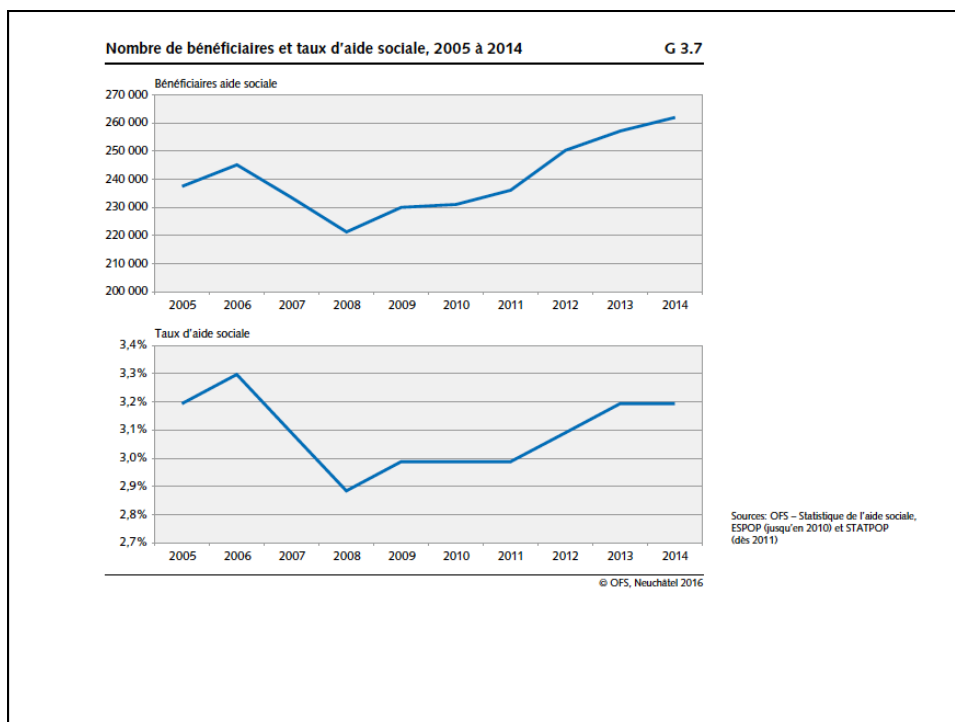
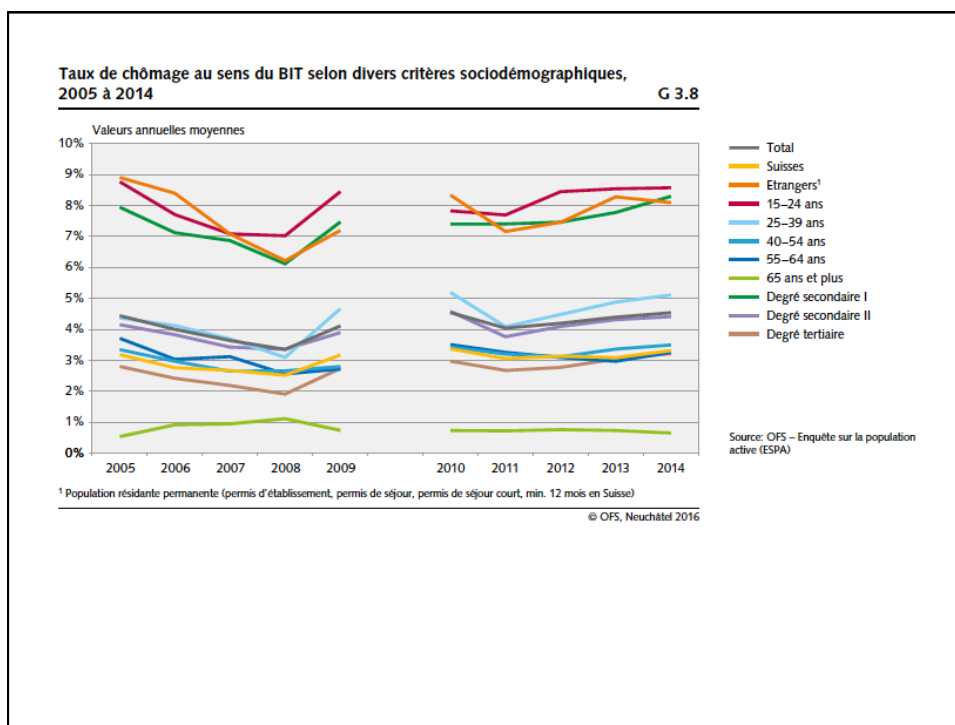
^p chiffres provisoires

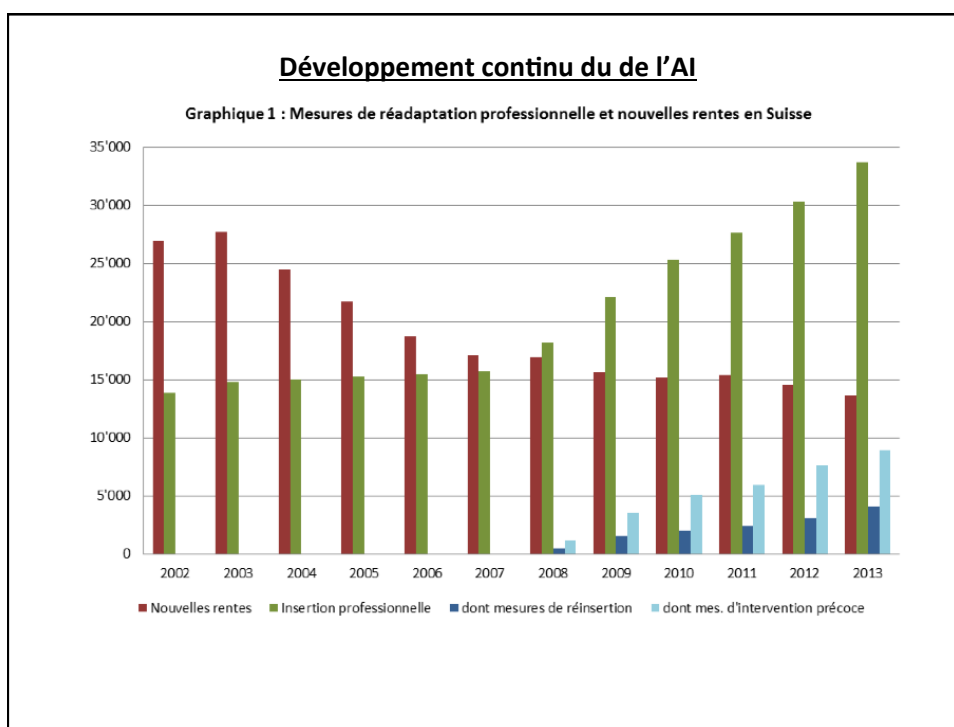
© OFS, Neuchâtel 2016

Dépenses pour les prestations sociales par fonction, 2013^p, en pourcent par rapport à l'ensemble des prestations sociales G 3.3



Source: OFS – Comptes globaux de la protection sociale (CGPS) © OFS, Neuchâtel 2016





6. La réalité des besoins futurs

- De la difficulté à anticiper à la marge de manœuvre nécessaire à l'expérimentation et l'innovation ...

→ De manière générale, des besoins liés :

1. A la représentation de la solidarité et de son contenu par la population, par les autorités, par les entreprises
2. A la force donnée à la notion de responsabilité individuelle
3. Aux évolutions technologiques et aux capacités d'adaptation des individus
4. Aux lacunes de formation ET de formation continue
5. Aux inégalités et cumuls d'inégalités au sein de la population : l'enjeu de la classe moyenne

→ En regard des **contingences politico-économiques...**

1. **Rationalisation** des professions sociales, sanitaires, socio-éducatives.
2. **Logique marchande** : adéquation – économicité – efficacité – efficience.
3. **Allocation optimale des ressources** et lutte politique pour l’obtention de ressources suffisantes pour accomplir les tâches assignées par la loi.
4. La maîtrise d’une forte **spécialisation**, qui provoque une **parcellisation** des interventions socio-éducatives.
5. La **compréhension** d’un environnement sociétal en constant changement et d’un système de protection sociale de plus en plus complexes.
6. La nécessité de tisser des **liens** étroits avec le tissu économique pour mettre en œuvre les mesures d’insertion professionnelle et sociale.
7. La **coordination** des pratiques entre les régimes sociaux « voisins », mais parfois aussi concurrents.
8. L’application de normes contraignantes de prise en charge découlant des **exigences d’efficacité** (sanctions, par exemple).
9. La **flexibilisation** de la prise en charge.
10. **(R)évolutions technologiques.**

→ **Pour la prise en charge**, des besoins nouveaux liés ...

1. Aux transformations des **modes de vie** sur les formes de solidarité et de soutien
2. Aux transformations des **modes de production** et aux tensions sur le marché du travail : quel travail, quelle protection sociale ?
3. Aux **(r)évolutions numériques** : ouverture aux nouveaux savoirs, nouvelles pratiques, quelles compétences ? Etc.
4. **Aux migrations** : intégration, état de santé, niveau de formation, culture, insertion professionnelle des réfugiés.
5. **Aux relations entre les régimes sociaux** : complémentarité – concurrence et approches sectorielles de révision
6. L’intégration des **nouvelles méthodologies d’intervention** découlant de la recherche dans les sciences de l’éducation et du management des assurances.
7. Un **manque prévention** : la faiblesse des actions « en amont » et des cas plus complexes et lourds
8. Les défis des **relations intergénérationnelles**
9. Le facteur dominant de **la santé sur la population** : influences dans tous les régimes sociaux ; interactions entre les régimes ; etc.
10. A des contraintes de l’**économicité** : prise en charge, financement, organisation

→ En regard des **évolutions observées (1)** ...

Statistique de l'aide sociale, facteurs expliquant l'augmentation des dépenses ...

1. Les prestations complémentaires AVS – AI (niveau des rentes : sit. Femmes)
2. L'aide sociale au sens strict : les conditions économiques
3. Les personnes âgées
4. Les personnes en situation de chômage (et de longue durée)

Assurance-invalidité ...

1. Invalidité psychique, dont chez les jeunes (révision à venir)
2. Accès / maintien sur le marché du travail – collaboration entreprises
3. Processus d'intervention précoce : chance et limites ...

Pauvreté ...

1. Le phénomène demeure : seuils, statistiques, reconnaissance politique
2. Les pauvretés cachées : un thème à revaloriser (populations à risque, relations au système de protection sociale) – étude FR
3. L'interdépendance et la coordination des politiques publiques (dont sociales)

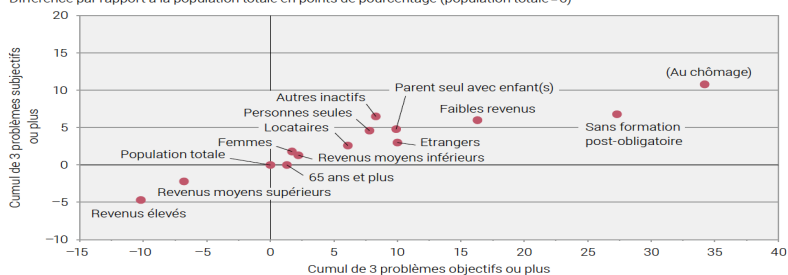
→ En regard des **évolutions observées (2)** ...

Autres problématiques

1. Logement : qualité et financement (OFS, classe moyenne)
2. Santé : état de santé en situation de revenus bas et moyen (inférieur)
3. Santé : financement des primes d'assurance-maladie
4. Les problématiques de cumul de désavantages et la complexification de l'action sociale

Cumuls de problèmes objectifs et subjectifs dans différents groupes de population

Différence par rapport à la population totale en points de pourcentage (population totale = 0)



(Entre parenthèses) : estimateur basé sur moins de 200 observations dans l'échantillon.

Source: OFS – Enquête sur les revenus et les conditions de vie SILC 2013, version 29.01.2015 (sans loyer fictif)

7. L'avenir par l'innovation

1. Les ressources limitées ne supposent pas le statu quo et ne doivent pas générer de l'inertie - paralysie au changement
2. Les lacunes de protection sociale et les problèmes nouveaux impliquent l'élargissement des champs d'intervention
3. Le système doit évoluer, avec ou sans vision politique !
4. Les acteurs de l'action sociale (sanitaire, socio-éducative) doivent être les partenaires éclairés du changement et des décisions
5. L'action sociale suppose aussi un engagement politique déterminé de la part des associations professionnelles

De quelques illustrations ...

- Loi - cadre fédérale sur l'aide sociale : harmonisation de l'accès et du niveau des prestations; coordination avec les assurances sociales
- Loi fédérale sur les prestations complémentaires pour familles
- Mesures en faveur des proches aidant
- Harmonisation des limites de réduction de primes LAMal
- Réduction des disparités intercantionales
- Réformes sectorielles des législations sociales : santé - insertion
- Réduction des effets de seuils (désincitation au travail)
- Transition école - formation - marché du travail (jeunes)
- Reconnaissance et soutiens à la formation continue (adultes)
- Etc.

